

CRISE, ENGAGEMENT ET PARTENAIRES ?*

Depuis longtemps éloigné de la vie active de l'AFL, je m'efforce cependant d'en lire la revue. Sa longévité m'étonne et, bien qu'ayant jadis participé à la réflexion, le haut niveau théorique et pratique que reflètent ses articles me dépasse... Je suis sincèrement admiratif, mais je ne peux m'empêcher, connaissant un peu l'état du corps enseignant, de me demander qui, sur le terrain, en tire concrètement profit. Ce niveau théorique et les efforts qu'il implique supposent un engagement qui ne peut trouver ses sources dans le seul exercice d'un métier. C'est de cet engagement que parle, dans les toutes dernières lignes, l'éditorial de Jean Foucambert du précédent numéro intitulé *Quelle crise ?* : « *Il dépend de nous, Mouvements d'éducation, que soient présentes au cœur des luttes, à la fois une analyse du rôle de l'école dans la perpétuation des rapports d'exploitation économique et les opportunités d'expérimentation d'autres modes de production... y compris de savoirs* ».

Faisant l'hypothèse qu'il s'agit d'un appel, il me semble que son état embryonnaire pourrait bénéficier de quelques compléments. Pour avoir essayé à de nombreuses reprises, sans succès, d'intéresser différents acteurs politiques et syndicaux à cette *analyse* manifestement négligée voire ignorée, à ces *expérimentations* sous estimées et parfois même combattues, il me semble que deux facteurs seraient susceptibles, aujourd'hui, de jouer un rôle déterminant.

Le premier, une situation de crise qui peut (sans garantie) sensibiliser les esprits à nos préoccupations. On a connu cela brièvement en 1968 au paroxysme d'une crise « sociétale ». C'est aujourd'hui une crise économique et sociale qui peut, en effet, alimenter nos espoirs parce qu'elle rend visible le lien entre l'état du monde et le système économique capitaliste.

Le second facteur résiderait dans l'**invention** d'une stratégie tenant compte des échecs passés et cherchant à rendre visible le lien entre le capitalisme et les institutions qu'il a créées pour se perpétuer tout en nous persuadant de leur neutralité idéologique.

S'agissant des *Actes de Lecture*, on peut penser qu'une analyse de la situation historique que nous vivons est opportune, qu'elle permet de passer de l'implicite à l'explicite. Quelques lecteurs en tireront profit. Les déjà convaincus y trouveront satisfaction. D'autres resteront néanmoins circonspects. Sans être « *persuadés par les dominants qu'il n'existe pas d'alternative* » (le fameux T.I.N.A. scandé par Margaret), ils peuvent rester prudents quant au maniement de termes historiquement chargés comme *révolution*, même sans majuscule, ou simplement sceptiques devant les propositions en cours et leurs chances de succès.

Il semble fondé d'imaginer que nos éventuels partenaires se répartiront plus ou moins dans les mêmes catégories que nos lecteurs, aussi, s'agissant d'inventer une stratégie, l'analyse de la crise ne devrait-elle pas constituer la base de départ de l'action. Il serait par contre utile de commencer par l'examen des obstacles à surmonter.

J'aimerais croire que les « *mouvances* » historiques évoquées, se soient toutes clairement revendiquées d'une « *Education Populaire ressentie comme la responsabilité retrouvée du peuple sur la définition et la conduite de sa propre éducation...* » et qu'elles soient toutes aujourd'hui capables de comprendre cette notion « *d'école du peuple* » ayant mission de « *produire les savoirs nécessaires pour transformer le monde en s'engageant collectivement dans sa transformation* ». Je fais partie des quelques privilégiés qui ont pu attribuer à cette notion un sens concret, avec Vitruve et la Villeneuve de Grenoble, avec le GFEN, l'AFL, l'INRP. Je n'ai pourtant pas, au cours de ces expériences en milieux populaires, fait la rencontre d'un *peuple* explicitement soucieux de *définir et de conduire sa propre éducation*. Non qu'il en soit incapable, comme le prouvait, à l'époque et localement, la CSF (Confédération Syndicale des Familles), mais parce qu'endormi par les trente glorieuses. Ces années « heureuses » lui procuraient des satisfactions matérielles toujours croissantes, faisaient marcher l'ascenseur social et l'espoir d'y monter (qu'on pense à l'accroissement du nombre de bacheliers), le tenaient dans l'ignorance du coût de cette prospérité pour les pays du Tiers Monde, de son coût pour l'avenir de la planète, le décervelaient avec sa télévision, le gavaient avec ses MacDo, l'hypnotisaient avec la main invisible d'un marché pour le convaincre de « la fin de l'Histoire ». A quoi il conviendrait d'ajouter les effets de la nouvelle division du travail qui ont fait éclater les solidarités.

En revanche, j'ai effectivement rencontré des *classes moyennes*, qui certes souhaitaient avoir le beurre avec l'argent du beurre, une éducation intelligente, épanouissante mais aussi la garantie d'une réussite scolaire, selon des critères traditionnels et qui néanmoins soutenaient une pédagogie s'opposant explicitement à la sélection. S'agissait-il d'une *pastorale en direction du peuple*, d'un désir bienveillant de faire partager leurs propres « valeurs » ? De cela on peut discuter, en évitant la diabolisation. Les classes moyennes ont sans doute contribué plus ou moins confusément, à l'évolution du statut de la femme, du statut de l'enfant, à la mise

en cause du principe d'autorité. D'une certaine manière, elles ont pris le relais du projet émancipateur qui préoccupait une large partie du mouvement ouvrier au cours du XIX^e siècle et était alors porté par des ouvriers/intellectuels autodidactes... qui appartiendraient de nos jours aux classes moyennes et supérieures.

Et l'AFL, ses lecteurs, les militants de l'éducation populaire, qui sont-ils ? ne sont-ils pas toujours quelque peu dans la *pastorale* ?

Ceci pour dire que si l'on entend *gagner la guerre des classes* comme semble nous y inviter *Warren Buffet*, il faudrait peut-être réviser les données valables au début du siècle dernier quand la classe ouvrière constituait la majorité des exploités, des « dominés ». Les causes qui engendrent la fatigue et le *stress* du travailleur manuel, de l'employé, des cadres moyens et supérieurs, les impératifs de mobilité, de flexibilité, de productivité, les délocalisations, les licenciements et le chômage sont communes. Les suicides se multiplient aussi bien sur la chaîne que dans les services techniques les plus prestigieux, et l'idée qu'*on ne doit pas perdre sa vie pour la gagner* commence à faire son chemin notamment dans les classes moyennes, mais des décennies de compétition féroce, de recherche de « distinction » (Bourdieu) rendue possible par l'accession aux biens matériels de haute gamme, ne facilitent guère la conscience d'appartenir à une même classe de travailleurs exploités et décidés à gagner la guerre en question.

Dans un premier temps des **alliances** sont imaginables concernant le droit du travail, le droit au travail, le temps de travail, la formation continue et des rémunérations raisonnables... et peut-être aussi les objectifs éducatifs pour les enfants et les adolescents, avec l'éclairage des réalités modernes du travail, et de la conscience de ce qu'elles ont d'insupportable, mais aussi des compétences nouvelles nécessaires.

L'objectif *école du peuple*, doit donc concerner un peuple non mythique, bien actuel dans sa complexité, ses inégalités, son conditionnement séculaire en matière d'éducation. Nous savons trop bien qu'en France particulièrement et très majoritairement, les conceptions éducatives, donnent la priorité à l'enseignement sur l'apprentissage, tablent sur la compétition et la sélection, confondent savoirs et diplômes, empilent des connaissances, ignorent les compétences

sociales, etc. Ceux qui ont réussi socialement attribuent à ce modèle un satisfecit tout en décrivant souvent les défauts. Les autres culpabilisent ou s'inclinent devant un ordre à leurs yeux naturel nécessairement hiérarchisé. Et leurs enfants rejettent cette école où ils sont malheureux où ils se désocialisent et perdent le désir de savoir.

Autre dommage collatéral analysé par Eric Maurin dans *Le ghetto français* : le souci d'assurer à leurs enfants une bonne instruction conduit les classes les plus aisées à investir les quartiers desservis par une école, un collège ayant une bonne réputation. Le coût de l'habitat et des loyers grimpe et le ghetto se forme. Le mécanisme accroît la ségrégation sociale.

Est-ce inéluctable ? Oui, quand deux facteurs se conjuguent : un monde de compétition de plus en plus féroce et un système éducatif sélectif chargé de le perpétuer.

Non, pas forcément, si un des facteurs est modifié.

Non, a fortiori, si les deux le sont.

Examinons ces questions en tirant des enseignements de ce qui précisément a été *expérimenté*. Ce qui s'est passé à la Villeneuve de Grenoble a fourni pendant un temps assez significatif, un contre-exemple du « ghetto français ». Un projet éducatif (5 groupes scolaires, un collège) se proposant de récuser le fonctionnement sélectif et d'associer étroitement éducation et instruction, a attiré des classes aisées et/ou cultivées. La mixité sociale était assurée par la présence majoritaire de logements HLM attribués d'une manière rigoureuse et assurant aussi une mixité ethnique mesurée. Une réelle **alliance** autour de l'école s'est opérée, non pas du fait de cette mixité qui, comme partout, posait des problèmes, mais parce que l'école « ouverte » permettait de se connaître, s'entraider, coopérer. Les populations immigrées s'y sentaient reconnues et respectées. Des spectacles extraordinaires comme le festival de créations enfantines rassemblaient une large partie de la population, des expositions-ventes de livres dans les écoles, des fêtes, des manifestations diverses impliquant les enfants dans **la vie et les luttes** du quartier, produisaient une convivialité amorçant le sentiment d'appartenance à une même classe. Le quartier de la Villeneuve était, sans doute de ce fait, le plus à gauche de tous les quartiers grenoblois. Le contexte économique-politique, momentanément favorable (années

60, début des années 70, et surtout l'influence de 68) s'est aggravé et l'*expérimentation* s'est progressivement dégradée pour disparaître après 30 ans de résistance. Elle a duré suffisamment pour prouver que les « conceptions dominantes » des classes populaires et moyennes peuvent évoluer profondément et durablement quand un projet éducatif s'y consacre explicitement. Notons que les pays nordiques semblent en donner également la preuve (il conviendrait d'examiner l'interaction de leurs projets éducatifs avec les caractéristiques culturelles et politiques de ces pays).

Les *intenses luttes sociales* qu'il est en effet possible de prévoir créeront, peut-être, un contexte favorable à des projets comparables en nombre significatif. La conscientisation qui s'y opérera donnera, peut-être, corps à cette idée d'*école du peuple expérimentant et produisant de nouveaux savoirs*. Peut-être, car rien ne garantit que ces luttes ne déboucheront pas sur des solutions totalement régressives comme l'Histoire du XX^e siècle en a trop connu. Mais il se trouve que *la crise* du système économique, se conjugue avec celle du système écologique qui lui, ne connaît qu'**une seule alternative**. On doit faire l'hypothèse que pour survivre et quoiqu'il advienne des luttes sociales, l'humanité va devoir modifier profondément ses modes de vie, et nécessairement faire appel à une éducation entraînant le changement rapide des conceptions dominantes.

De nombreuses voix s'élèvent pour dire avec Hervé Kempf (*Pour sauver la planète, sortez du capitalisme* - éd. Seuil) : « *Un autre monde est possible, il est indispensable, il est à notre portée. Le capitalisme, après un règne de deux cents ans, s'est métamorphosé en entrant dans une phase mortifère : il génère tout à la fois une crise économique majeure et une crise écologique d'ampleur historique. Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme, en reconstruisant une société où l'économie n'est pas reine mais outil, où la coopération l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit.* »

Les *mouvements d'éducation* devraient en effet saisir cette opportunité, non pour offrir un contre-modèle, clé en main, mais pour être présents dans les luttes, dans les lieux de réflexion, les associations, les organisations politiques et syndicales, pour porter l'idée que le système scolaire doit être partie prenante de cette reconstruction... en se reconstruisant progressivement lui-même.

C'est ce que nous avons tenté à l'époque des rassemblements « alter-mondialistes » de Porto Alegre. Nous avons obtenu la signature de la quasi totalité des mouvements d'éducation et des personnalités de cette mouvance pour le manifeste ainsi présenté :

OUI
« UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE »
 ET POUR LE CONSTRUIRE
UNE AUTRE ECOLE EST INDISPENSABLE !

Ce texte est écrit par des militants appartenant à diverses sensibilités, qui pensent qu'en effet « un autre monde est possible », qu'il existe des alternatives à la loi du profit, à la destruction de la niche écologique, à la dictature des marchés, à la primauté de l'économie sur la politique et à une démocratie formelle...

Signatures de sympathie, un peu désabusées, et laissées sans suite. Il s'agissait alors d'**espoir**, maladie contre laquelle nous sommes assez massivement vaccinés. Mais aujourd'hui, il s'agit de **survie** aussi doit-on espérer une réelle mobilisation. C'est dans cet esprit qu'il nous faudrait proposer une véritable unité d'action à tous ces mouvements, esquisser à cette intention une stratégie capable de surmonter les cloisonnements archaïques. Il devrait être possible de dégager nos **dénominateurs communs**, examiner ceux qui pourraient être utilisés avec les interlocuteurs potentiels pour qu'ils acceptent d'ouvrir avec nous ce chantier.

Nous sommes quelques-uns à avoir tenté cette sorte de « lobbying », à plusieurs reprises et auprès de différents partenaires possibles (Etats Généraux de l'Ecologie Politique, municipalité d'Union de la Gauche, Forum Social Européen, Amis du Monde Diplomatique, ATTAC, sans remonter à des périodes beaucoup plus lointaines où le GFEN avait cette préoccupation). Nous avons souvent rencontré un accueil bienveillant, néanmoins sous-tendu par l'idée que l'éducation est un problème secondaire qui sera traité une fois réunies les conditions du changement. Et en plus ce non-dit important : les enseignants sont une partie de nos forces, ou de nos électeurs, qu'il n'est pas possible de contrarier. D'où cet autre problème, encore plus difficile : peut-on ranger les enseignants dans la catégorie des interlocuteurs ?

Hypothèse : plus grande urgence, meilleurs espoirs ?

Si, dans la logique de l'éditorial, cette idée de groupe de pression était retenue, on pourrait imaginer différents dispositifs. En premier consacrer quelques pages de la revue à un débat sur les objectifs possibles. Plus ambitieux : ouvrir un site pour cette mise en chantier. Chaque mouvement pourrait jouer un rôle de modérateur pour que les contributions de ses adhérents soient réellement constructives. Un CLIMOPE élargi (?) deviendrait alors un lieu d'élaboration de cette stratégie...

Idee folle ? Si oui, que faire ?

■ Raymond MILLOT

P.S. : Quelques lecteurs des Actes de Lecture ont lu ce texte à l'état de projet. Certains pensent qu'il pêche par manque d'exemples. Il me semble qu'ils sautent une étape : la décision d'engager le débat, de lancer un appel. Peut-être ont-ils raison, des exemples pourraient produire un « précipité » ?

Des textes « opportunistes » s'étant antérieurement efforcés d'introduire notre réflexion au cœur de diverses manifestations seront peut-être utiles. Ainsi, déjà cité : « *Oui, un autre monde est possible et pour le construire une autre école est indispensable* » qui a eu une suite : « *Une autre éducation pour un autre monde, comment, ensemble, construire un projet alternatif* » Ajoutons « *Éducation 'durable'* » - « *La Promotion collective, projet politique pour une école fondamentale* » ; « *Décroissance et éducation* » ; « *Pédagogie, politique, et démocratie participative* » « *Agir pour démocratiser l'usage de l'écrit* ».

À l'intention des enseignants, des alliances pourraient être imaginées (rêvées ?) autour du thème de l'éditorial de Jean Foucambert (*C'est vrai ça, que pense l'AFL des nouveaux programmes ?* A.L. n°102, juin 08, p.3) où il résume les considérations de Louis Legrand (du fait de l'extension de l'école obligatoire de 11 à 14 puis 16 et bientôt 18 ans) « *...déplacer ces apprentissages des opérations aux langages et passer de la transmission de savoirs aux outils intellectuels de leur construction* » et il commente : « *non en important les manières de penser et d'être au monde des classes dirigeante...etc.* » (À l'AFL de recenser ses propositions dont... les 7 propositions !)

J'aimerais aussi qu'on évoque et approfondisse ce **dénominateur commun**, commun à l'Éducation Nouvelle, à l'Éducation Populaire, au rêve initial du mouvement ouvrier : l'**émancipation**. **N'est-ce pas d'elle que dépend pour une large part cette « conscientisation » de Paolo Freire ou cette « conscience de classe » disparue ? Car il ne peut suffire que « ceux d'en bas ne veulent plus » d'une situation insupportable, pour empêcher « ceux d'en haut de franchir un nouveau degré dans leur domination » !**

Car, sans une « conscientisation », de la « domination » certes, mais aussi de toutes les aliénations évidentes ou insidieuses, personnelles et collectives, matérielles et culturelles, le rêve d'une société plus juste et sérieusement préoccupée par sa survie, risque à nouveau, de s'égarer dans des impasses tragiques dont cette fois l'humanité ne se remettrait pas.